

---

*Projet de Termes de référence pour évaluer l'impact sur le développement humain après les inondations*

---

## **1. Contexte de l'Eude**

Le Cyclone Tropical Sagar a frappé Djibouti les 19 et 20 mai 2018, occasionnant dans son passage de fortes pluies diluviennes et de graves inondations dans la ville de Djibouti.

Avec des vents de 90km / heure et des fortes intempéries, ce cyclone tropical est un événement sans précédent, et qui frappa le plus à l'ouest de toutes les tempêtes enregistrées dans le bassin Nord Indien depuis les dernières cinquante-deux années.

Environ 110mm de pluie (l'équivalent de la moyenne annuelle à Djibouti) a été enregistré dans la journée du 20 Mai à Djibouti ville, résultant en fortes inondations. D'autres régions du pays ont été également touchées, avec des conséquences limitées.

Basée sur l'imagerie par satellite, environ cinquante pour cent de la ville de Djibouti, où vivent quelque 150 000 personnes, a été durement touchée par les crues soudaines et des pluies abondantes.

Des évaluations sectorielles des dommages et des pertes sont réalisées avec l'appui des partenaires au développement notamment les agences Onusiennes et la Banque Mondiale. Ces évaluations ont montré que les dégâts causés par le cyclone Sagar en matière d'infrastructures (eau, assainissement, électricités, ...), des biens et services publics (Routes, Réseau et télécommunication, Centre de développement communautaire - CDC,...) et des moyens de subsistance et productives (agricultures, maraichères,...) ont été lourds.

Mais une évaluation de l'impact humain proprement dite n'a pas été réalisée alors que la situation de la population pauvre (20.8% des pauvres extrêmes et le 35.3% des pauvres relatifs) est préoccupantes. Egalement, il est important de comprendre que le cyclone a aggravé plus encore les multiples défis de développement de Djibouti, dont le PIB par habitant, le taux de chômage, la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'assainissement et l'hygiène y compris l'état sanitaire des personnes affecte.

Compte tenu de ce qui précède, il est nécessaire d'évaluer l'impact humain du cyclone Sagar de manière concertée et participative.

A travers cette étude, le gouvernement avec l'appui des partenaires envisage de faire un état des pertes, l'impact sur les structures de l'habitat, les déplacements, connaître les besoins d'assistance humanitaire dans le but d'élaborer un plan de relèvement, de reconstruction et de développement.

## **2. Objectifs de l'étude**

L'objectif principal de la mission est de réaliser une évaluation de l'impact humain post cyclone Sagar pour compléter le travail initialement réalisé dans le but de travailler sur la mise en place d'un plan de relèvement, de reconstruction et de développement.

Plus spécifiquement, l'étude de l'évaluation de l'impact humain aura pour objectif spécifique :

- Identifier les moyens d'existence des ménages de la zone touchée à Djibouti et dans la région de l'intérieur
- évaluer l'impact des inondations sur les moyens de subsistance et/ou productive des ménages, la santé, l'éducation des enfants et les abris.
- Identifier les risques auxquels les enfants et les femmes sont particulièrement exposés.
- Cerner les schémas de dépenses sortant des victimes après l'inondation dans les différents groupes socio-économiques (riche, Moyen, Pauvre et le Très Pauvre) ;
- Formuler des recommandations pour mener des actions pertinentes pour les relèvements des ménages.
- Prioriser et planifier les interventions de relèvement
- Servir de référence pour suivre l'impact des interventions de relèvement sur la population.

### **3. Résultats attendus de l'étude**

Les résultats attendus de l'étude sont :

- Un rapport décrivant et chiffrant les dégâts humains et sociaux ainsi que les pertes des moyens de subsistance/productifs causés par le cyclone Sagar au niveau des ménages. Ce rapport doit prendre en compte les risques auxquels les groupes vulnérables notamment les personnes handicapés, les enfants, les femmes et les personnes âgées ont été exposés suite au cyclone, chiffrer les dépenses engagées par les victimes notamment les pauvres après l'inondation.
- Un plan de relèvement, de reconstruction et de développement qui permettra de mobiliser des ressources et inclue des normes et standards pour les interventions de relèvement (normes de reconstruction etc) ainsi qu'un plan de suivi-évaluation des interventions
- Une stratégie de gestion des risques et des urgences dues à des catastrophes naturelles y compris les aspects préventifs.

### **4. La Méthodologie de l'évaluation**

La méthodologie retenue va intégrer les méthodes existantes retenue par le gouvernement et des partenaires humanitaires pour évaluer l'impact de la catastrophe sur les zones sinistrées, notamment une évaluation exhaustive des effets et de l'impact de la catastrophe, combinant les aspects sociaux, économiques et financiers des effets des catastrophes.

L'évaluation tiendra compte des besoins de relèvement rapide ainsi que des besoins de remise en état et de reconstruction à long terme. Elle recense les mesures de gestion des risques de catastrophe destinées à réduire la survenue de futures catastrophes.

L'évaluation aura très largement recours à des données provenant des sources secondaires existantes obtenues auprès des sources disponibles, en particulier le rapport la dernière évaluation multi sectoriel des besoins humanitaires, les cartes, les relevés et les articles dans les médias. Les besoins en information nécessiteront la collecte d'information au niveau des sources primaires sur les effets et les besoins à partir d'enquêtes, de discussions avec des groupes cibles et d'autres méthodes de collecte de données.

Un comité multisectoriel en charge du pilotage de l'étude sera constitué, les zones de couverture de l'étude, la population et l'échantillonnage seront proposés et validés par le comité.

Un questionnaire détaillé et un guide méthodologique de mise en œuvre seront développés. Les outils technologiques notamment les tablettes et des logiciels (CSPRO ou ODK, ...) seront utilisés pour la collecte des données.

### **Cadre institutionnel de la réalisation de l'étude**

Etant donné que cette étude touche plusieurs domaines, il est important de constituer un comité de pilotage de l'étude.

Le comité de pilotage de l'étude sera composé entre autres :

1. Des institutions nationales notamment :
  - Le Secrétariat d'Etat chargé des affaires sociales ;
  - Le ministère de l'intérieur.
  - Le Ministère délégué chargé de la décentralisation ;
  - Le Ministère de l'économie et des finances
  - Le Ministère de l'agriculture, de l'eau, de la pêche, de l'élevage et de ressource Halieutiques ;
  - Le Ministère de la santé ;
  - Ministère délégué auprès du Ministère de l'habitat et de l'urbanisme et de l'environnement, charge du logement ;
  - La Mairie de la Ville de Djibouti ;
  - La Préfecture ;
  - L'Agence Djiboutienne de développement social ;
  - La direction des statistiques et des études démographiques ;
2. Des Partenaires au développement notamment ;
  - PNUD,
  - PAM, FAO, WFP, UNICEF
  - OIM ;
  - et autres agences de nations unies intéressés par la thématique ;
3. Les ONGs internationales et nationales :
  - NRC
  - Croissant rouge de Djibouti ;
  - ONG locales

### **Coordination du PDNA**

L'exercice sera mené par le Gouvernement de Djibouti sous le contrôle du ministère compétent. Le point de contact désigné au sein du gouvernement avec l'appui de responsables des organismes de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et des partenaires fournira l'orientation générale pour procéder à l'évaluation. Il bénéficiera du soutien des Ministères clés choisis par le Gouvernement. Cette équipe de pilotage de haut niveau sera à son tour assistée par une équipe d'experts techniques représentant l'institution gouvernementale servant de point de contact et par les trois partenaires afin de fournir quotidiennement des orientations et d'assurer la supervision technique du processus.

### **Groupes sectoriels**

Les équipes sectorielles comprennent des spécialistes de la question, des différents ministères d'exécution compétents, de l'ONU, de l'UE, de la BM et d'autres organisations. Idéalement, le personnel et les experts du gouvernement du pays devraient composer la majorité de ces équipes. Elles comprennent également des spécialistes de la macroéconomie et du Développement humain pour évaluer l'impact de la catastrophe sur les indicateurs Macroéconomiques et les indicateurs de développement humain.

### **La couverture géographique de l'étude**

L'étude sera réalisée les zones géographiques qui ont été touché par le cyclone Sagar. Il s'agit de la ville de Djibouti et la sous préfecture de Damerjog. Plus spécifiquement, les zones de couverture de l'étude sont : quartier 1, quartier 2, quartier 3, quartier 4, Eiguela 1 & 2, quartier 5, quartier 6, quartier 7, Arhiba, quartier 7 bis, Ambouli y compris les lotissements d'oued d'Ambouli, Djebel, Balbala ancien, wahlé daba, Damerjog.

### **Secteurs et sous-secteur à évaluer :**

Il est à noter que la décision quant aux secteurs et aux zones géographiques à évaluer est prise par le gouvernement de Djibouti. Les équipes sectorielles sont pilotées par les fonctionnaires du gouvernement des ministères d'exécution et appuyées par les représentants des partenaires clés : la Banque mondiale et de l'ONU.

	<b>Secteur</b>	<b>Sous-secteurs</b>
1	Social	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Santé</li> <li>• Éducation</li> <li>• Logement, terres, établissements humains</li> <li>• Culture</li> </ul>
2	Productif	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture, élevage et pêche</li> <li>• Emploi et moyens de subsistance</li> <li>• Commerce et échanges</li> <li>• Industries</li> </ul>
3	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Énergie</li> <li>• Eau et assainissement</li> <li>• Transport</li> <li>• Télécommunications</li> <li>• Gouvernance et infrastructures publiques</li> </ul>
4	Questions transversales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse de la pauvreté et macroéconomique</li> <li>• Impacts sociaux et impact sur le développement humain et les OMD</li> <li>• Environnement</li> <li>• Réduction des risques de catastrophe</li> <li>• Genre</li> </ul>

## **5. Le processus**

L'évaluation comprendra les phases suivantes :

1. Phase de formation – 2 à 5 jours de formation intensive pour les fonctionnaires du gouvernement, les responsables de secteurs et les points de contact ;

2. Phase préparatoire et d'étude documentaire – visant à évaluer les données de référence existantes, à déterminer le champ d'application des examens sectoriels respectifs, à recenser les lacunes en matière d'information et à préparer des modèles et formulaires de collecte de données. Des études documentaires seront effectuées pour analyser et compiler l'ensemble des données de référence disponibles pour les différents secteurs, à repérer les lacunes en ce qui concerne les données de référence et à recenser également les diverses sources pour la collecte à la fois de données de référence et de données sur les dommages et les pertes ;
3. Visites de terrain : pour valider les données, collecter des données complémentaires auprès des communautés touchées et tenir des consultations avec les autorités nationales et locales, ainsi qu'avec des représentants de la société civile et des communautés.
4. Analyse des données et élaboration de rapports sectoriels – les visites de terrain seront suivies par un examen et une analyse des données par les équipes sectorielles/ de base pour préparer les projets de rapports sectoriels, notamment sur l'impact, les dommages, les pertes et les besoins. L'équipe d'experts en macroéconomie et en développement humain regroupera ensuite les résultats des différents secteurs pour effectuer une analyse macroéconomique et évaluer les conséquences sur le développement humain et élaborera le rapport.
5. Consultations finales et rédaction du rapport – les équipes sectorielles entreprendront des consultations inter-équipes et avec les parties prenantes clés en vue de déterminer les priorités des stratégies de relèvement et des coûts en vue de finaliser le rapport.

## **6. Méthode de collecte**

### **L'échantillonnage**

Pour réaliser l'étude, une enquête auprès des ménages pour les données quantitatives des Focus Groupe et des Entretiens Individuels seront organisées sur les zones cibles.

Pour les enquêtes auprès des ménages, nous allons prendre un échantillon représentatif de l'ensemble des ménages vivant dans les zones cible de l'étude (les quartiers dont les abris ont été endommagés ou détruit par l'inondation).

Deux strates indépendantes d'échantillonnage seront constituées :

1. Les ménages ayant bénéficié de l'aide du SEAS, « ménages bénéficiaires » ;
2. Les ménages n'ayant pas bénéficié de cette aide, « ménages non bénéficiaires ».

Ces ménages seront sélectionnés par tirage aléatoire proportionnel dans les zones identifiées par le SEAS comme touchées par le cyclone SAGAR. Les ménages bénéficiaires seront sélectionnés dans la base des bénéficiaires du SEAS et les ménages non bénéficiaires seront sélectionnés dans du recensement du Registre social.

La taille de l'échantillon dans chacune des strates, a été calculée à partir des paramètres suivants :

- Niveau de confiance : 95% (coefficient de confiance 1,96)
- Marge d'erreur : 5% ;
- Proportion (non connue) de ménages sinistrés : 50%
- Taux de non réponse : 5%.

La taille calculée de chaque strate est 420 ménages soit 840 ménages au total pour l'enquête. Pour calculer l'échantillon de l'étude, nous avons prié une variance de 50% pour couvrir la variabilité de la population, une marge d'erreur de 2,5%, un intervalle de confiance de 99%. En plus des enquêtes quantitatives il est prévu dans la méthodologie de faire des collectes des données qualitatives auprès de certains groupes en particulier des groupes sociaux, des groupes vulnérables notamment les personnes handicapés, personnes âgées, les femmes, les personnes vivant avec le VIH sida, les enfants de rue, les migrants, les commerçants, le transporteur, les autorités locales.

Il sera également organisé des entretiens individuels ciblant des informateurs clés dans les différents secteurs et sous-secteurs retenus

Cette approche exhaustive permettra d'apprécier l'impact du cyclone sur les différents groupes que l'enquête quantitative ne va pas toucher.

Pour ce qui est de cette collecte des données qualitatives, environ 14 focus Group et 12 Entretiens Individuels seront conduites dans les zones cibles.

## **7. Traitement et analyse de l'information.**

Après avoir terminé les visites de terrain et l'étude documentaire, l'équipe d'évaluation a pour tâche de consolider, d'analyser et d'interpréter l'ensemble des données recueillies. Cette analyse, cruciale pour la réussite du PDNA en général, en ce sens qu'elle transforme les données brutes en données probantes crédibles et incontestables, servira à la prise de décision par les autorités nationales et la communauté internationale en ce qui concerne le développement de la Stratégie de Relèvement. La gestion de données provenant des différentes organisations et de sites, est une tâche complexe et exigeante qui requiert une organisation et une planification efficaces.

### **Analyse des données au niveau sectoriel**

La première étape consiste à consolider, traiter et analyser les données collectées dans chaque secteur. Ces données collectées par chaque équipe sectorielle peuvent provenir de multiples acteurs et sources, ce qui nécessite de contrevérifier et de « trianguler » les informations afin d'examiner les incohérences et de confirmer les résultats. Une fois que les enquêtes auprès des ménages ont été réalisées ou que d'autres données brutes ont été collectées par le biais des Focus Group et Entretiens Individuels, les informations devront être traitées pour les rendre utilisables. Enfin, les résultats de l'évaluation sont traduits par les équipes sectorielles en besoins et en priorités pour le relèvement, puis synthétisés dans un rapport sectoriel.

### **Analyse des données intersectorielles**

Les équipes sectorielles devront également partager et contrevérifier les résultats entre les différents secteurs. L'analyse intersectorielle aide à repérer les liens et les questions concernant plusieurs secteurs. Il est impératif de contribuer à parvenir à une compréhension commune de l'effet global de la catastrophe, recenser les priorités communes à différents secteurs et zones géographiques, les groupes vulnérables et les questions transversales et établir une base commune pour les programmes de relèvement.

Afin de mettre au point la stratégie de relèvement, les données quantitatives et qualitatives obtenues à partir des besoins recensés dans le cadre du PDNA sont traitées, et si possible, doivent faire l'objet de consultations dans les zones touchées, et être présentées de manière

à fournir une image globale de tous les secteurs et de toutes les zones touchées. En même temps, les résultats de l'évaluation doivent être présentés par secteur et zone géographique pour faciliter l'analyse comparative et la définition des priorités.

Les informations recueillies par les différentes équipes sectorielles seront compilées dans une base de données fondée sur un tableau d'indicateurs convenu par tous. Cette base de données peut être mise à jour régulièrement avec des données provenant de diverses évaluations dans le secteur, et peut être utilisée pour appuyer une programmation plus détaillée et établir un suivi sectoriel. Les équipes sectorielles sont encouragées à utiliser un espace de travail collaboratif qui pourrait servir de guichet unique pour partager et publier rapidement des données parmi les membres de l'équipe travaillant sur le terrain et le personnel d'appui.

## 8. Calendrier d'exécution du travail.

La durée de l'étude va jusqu'en fin Décembre 2018. Un calendrier provisoire des activités est proposé ci-dessous.

<b>Calendrier des activités de l'enquête auprès des ménages victimes du cyclone Sagar</b>										
<b>Activités</b>	<b>Oct.- 2018</b>		<b>Nov-18</b>				<b>Dec-18</b>			
	<b>S3</b>	<b>S4</b>	<b>S1</b>	<b>S2</b>	<b>S3</b>	<b>S4</b>	<b>S1</b>	<b>S2</b>	<b>S3</b>	<b>S4</b>
Préparation des termes de référence de l'étude et de la fiche questionnaire										
Validation des termes de référence et de la fiche questionnaire par le SEAS et le PNUD										
Discussions des tdr, des questionnaires et de la méthodologie au niveau du comité technique de l'étude										
Budgétisation de l'étude et validation du budget										
Elaboration du Guide d'entretien Focus Group										
Formation des équipes en charge de la collecte des données sur le terrain										
Lancement des activités de collecte des données sur le terrain										
Apurement, nettoyage, traitement et analyse des données										
Présentation des résultats préliminaires de l'étude au comité technique										

## 9. Le budget : (voir annexe)